

"L'Europe, société ouverte" dans Fédération (Février 1947)

Légende: En février 1947, le militant fédéraliste néerlandais Henri Brugmans publie dans la revue française Fédération un article dans lequel il insiste sur l'importance d'une reconstruction européenne basée sur le modèle fédéral.

Source: Fédération. Revue de l'ordre vivant. dir. de publ. Richard, Max. Février 1947, n° 25. Paris: Imprimerie de la Seine.

Copyright: (c) Fédération

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"1_europe_societe_ouverte"_dans_federation_fevrier_1947-fr-0c6d2230-ad82-4a13-84f8-1e12c7415e46.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 15/09/2012

L'EUROPE, société ouverte

par **Henri Brugmans**

Ancien ministre de l'Information des Pays-Bas

Il est possible que notre époque soit appelée à préparer des synthèses. La philosophie essaie de se rendre compte du concept de la « personne », du « tout » que nous représentons malgré tous nos changements, toutes nos diversités. Et dans la vie publique, une nouvelle doctrine, à la fois énergique et souple, est en train de s'imposer : c'est le Fédéralisme.

Le Fédéralisme continue l'histoire du siècle passé et la corrige. Il salue les mouvements d'émancipation que nous avons signalés, et même les accomplit. Mais en même temps, il cherche à rétablir un peu d'ordre dans le chaos des forces déchaînées, tout en leur garantissant le maximum d'autonomie et de libre essor. Il s'efforce de réveiller des consciences collectives assoupies ou embryonnaires, tout en rétablissant entre elles des hiérarchies organiques et saines. Une fois pour toutes, il a rompu avec les vieilles doctrines libérales du « laissez-faire » et de la « survivance du plus apte », avec l'optimisme désuet qui croyait à l'« harmonie naturelle » et spontanée des forces sociales. Le Fédéralisme, c'est d'une part, la prise de conscience collective, et d'autre part, le souci des autorités « supérieures ». C'est le respect des libertés et l'organisation de leur rayonnement. C'est, enfin, la doctrine de l'équilibre des autonomies.

CECI dit, je passe au fédéralisme européen.

Nous avons découvert, nous autres peuples de ce continent, que nous avons, ensemble, perdu la guerre. Nous voyons nos villes ruinées, nos richesses anéanties ou menacées, notre moral entamé. Nous voyons les problèmes européens au premier plan, et pourtant nous constatons notre impuissance à les résoudre. Nous sommes les parents pauvres de ce globe, et les vrais « Grands » font leurs accords par-dessus nos têtes : « sur nous, chez nous, sans nous ».

Cela, c'est la prise de conscience. Honteux de notre faiblesse, effrayés par l'immensité de nos malheurs, nous trouvons la solidarité de notre condition « prolétarienne » en tant qu'Européens. Et nous sentons que, sous peine de disparaître, nous devons savoir que « l'émancipation des Européens sera l'œuvre des Européens eux-mêmes ».

De toutes parts, on sollicite notre sympathie agissante. On voudrait nous enrôler comme mercenaires dans un « front » qui n'est ni celui de la civilisation, ni celui du « progrès », ni celui de la paix. Et si nous songeons à reconstruire notre vie économique, on nous refuse des capitaux, ou bien on nous les accorde sous condition... d'admirer beaucoup de films américains par exemple, ou de ne pas voter à gauche. Cela nous le savons... et nous en concluons à un « patriotisme » européen concret et militant.

C'est à dessein que j'emploie ici le terme de « patriotisme ». Car l'occupation et la résistance nous ont appris que le patriotisme est un sentiment essentiellement supranational. Du moins, il peut l'être, car il est humain, universel, solidaire.

Pendant les années terribles, quand on nous racontait les exploits des patriotes de tous les pays – grecs, norvégiens ou belges – n'aviez-vous pas l'impression que c'étaient les vôtres qui se battaient ainsi, pour la cause commune ? Autant certain nationalisme est l'ennemi des peuples, en les dressant les uns contre les autres, autant le patriotisme authentique les rapproche. A travers l'Europe opprimée et résistante, il y avait un patriotisme européen en formation. A la notion de l'« Europe forteresse », il opposait l'idéal d'un continent librement fédéré. Malgré la lassitude de l'heure actuelle, ces espoirs ne sont pas envolés.

Tout problème concret réclame un cadre spécial pour être résolu, un cadre adéquat et organique. Il y a des problèmes nationaux ou des problèmes communaux, comme il y a des problèmes nationaux ou des problèmes universels (je songe au ravitaillement mondial et à l'énergie atomique). Il y a aussi des problèmes de l'ordre européen.

VOILA ce que nous affirmons. Ni plus ni moins. Nous pensons qu'il est faux de vouloir construire l'O.N.U. en se basant sur les deux « Super-Grands »... et sur leurs vassaux possibles. Nous croyons à l'utilité des fédérations régionales de la Chine, de Indonésie, de l'Amérique latine, du monde arabe, des Indes ci-devant britanniques. De même, nous affirmons la nécessité de l'Europe. Mais quiconque voudrait faire de l'Europe une panacée ou une idole nom trouverait de l'autre côté de sa barricade. Car, ici encore, le souci des autorités « supérieures » (dont nous parlions plus haut) ne cesse de nous animer.

Notre reconstruction matérielle est un problème européen, insoluble sans coopération réelle. L'Allemagne doit nous occuper tous ensemble, et il est bien vrai que jamais les grandes puissances étrangères à l'Europe ne trouveront les solutions qu'il faut à ce problème. La déchéance spirituelle de notre continent ne sera vaincue que par une prise de conscience collective. Voilà ce qui est « our business », comme disent les Anglo-Saxons : voilà « notre affaire ».

Et c'est l'inspiration fédéraliste seule qui saura préserver notre mouvement émancipateur d'une dégénérescence chauvine. Seul le fédéralisme nous fera une Europe, société ouverte.

Henri BRUGMANS